

Convention-cadre de services (la « **Convention** ») conclue en date du [date] (la « **Date d'entrée en vigueur** »).

ENTRE: **TÉLÉFILM CANADA**, société d'État dûment constituée en vertu de la *Loi sur Téléfilm Canada*, telle que modifiée, ayant son siège social au [360, rue Saint-Jacques, 5^e étage, Montréal, Québec, H2Y 1P5], représentée par [nom, titre], dûment autorisé[e] à agir à titre de représentant[e] de la société aux fins des présentes ;

(« **Téléfilm** »)

ET: [NOM DE LA SOCIÉTÉ], société dûment constituée en vertu de la [titre de la loi constitutive de la société], ayant son siège social au [adresse municipale, ville, province, code postal, pays], représentée par [nom, titre], dûment autorisé[e] à agir à titre de représentant[e] de la société aux fins des présentes ;

(le « **Cocontractant** » et, collectivement avec Téléfilm, les « **Parties** »)

En contrepartie de leurs engagements respectifs, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. Services

1.1. Description des services. Cette Convention s'applique à la fourniture, par le Cocontractant, de services de [mentionner le type principal de services] (les « **Services** »), de la façon plus amplement décrite dans un ou plusieurs énoncés des travaux (chacun, un « **Énoncé des travaux** ») conclus entre les Parties de temps à autre. Chaque Énoncé des travaux devra : (i) préciser les Services exacts à fournir ; (ii) reprendre, au moins substantiellement, la forme du modèle joint à cette Convention à titre d'annexe A ; et (iii) être assujéti aux modalités de cette Convention. Les Parties joindront un exemplaire de chaque Énoncé des travaux à titre de pièce à cette Convention. Le Cocontractant s'engage à fournir et à rendre les Services à Téléfilm à la satisfaction de celle-ci, et de façon diligente et conforme aux normes de l'industrie.

Le fait que les Services doivent être rendus par une personne donnée, lorsque indiqué à un Énoncé des travaux, constitue une considération essentielle de cette Convention et de l'Énoncé des travaux concerné. Toute telle personne ne pourra être remplacée par une autre sans le consentement préalable écrit de Téléfilm.

1.2. Sous-traitance. Le Cocontractant ne pourra pas engager de sous-traitants pour fournir les Services sans le consentement préalable écrit de Téléfilm. Si Téléfilm y consent, le Cocontractant devra néanmoins : (i) s'assurer que tout sous-traitant autorisé soit lié par un contrat de sous-traitance intégrant les modalités des présentes, qui s'appliqueront alors en tenant compte des adaptations nécessaires ; et (ii) demeurer responsable de la fourniture des Services du sous-traitant autorisé conformément à cette Convention.

2. Durée et résiliation

2.1. Durée. Sous réserve du paragraphe 2.2 des présentes, cette Convention entre en vigueur à la Date d'entrée en vigueur et prend fin le [date de fin]. Tout renouvellement de la Convention après l'expiration du terme devra être négocié par les Parties et constaté par écrit.

2.2. Résiliation. Nonobstant le paragraphe 2.1 des présentes, Téléfilm peut résilier cette Convention et/ou tout Énoncé des travaux si l'un des événements suivants se produit :

- a) si le Cocontractant ne remédie pas à un manquement à une obligation contractuelle prévue à cette Convention, à un Énoncé des travaux ou à toute autre entente intervenue avec Téléfilm, dans les **[5]** jours suivant la réception d'un avis écrit de Téléfilm à cet effet ;
- b) sans avis ni délai, si le Cocontractant devient insolvable ou fait faillite, s'il restructure son entreprise au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), ou encore s'il prend des mesures (ou si des mesures sont prises contre lui) en vue de sa liquidation ou dissolution, ou si un séquestre ou un syndic est nommé à ses biens ;
- c) sans avis ni délai, en cas de fraude, dol ou négligence grossière du Cocontractant ;
- d) sans avis ni délai, dans toute circonstance qui, à la seule discrétion de Téléfilm, pourrait porter atteinte à la réputation du Cocontractant et/ou de Téléfilm ; ou
- e) sans avis ni délai, si Téléfilm fait l'objet d'une fusion, d'un regroupement ou d'une dissolution ou si elle cesse autrement d'exister pour une raison quelconque.

En plus de ce qui précède et sans limiter les droits de Téléfilm de résilier cette Convention ou tout Énoncé des travaux dans la plus grande mesure permise par la loi, Téléfilm pourra résilier cette Convention ou tout Énoncé des travaux en tout ou en partie par avis écrit transmis au Cocontractant. Dans un tel cas, le Cocontractant devra respecter les exigences de l'avis de résiliation qu'il reçoit. Si cette Convention ou un Énoncé des travaux n'est que partiellement résilié, le Cocontractant devra exécuter toute partie des Services qui ne sont pas visés par la résiliation. La résiliation entrera immédiatement en vigueur ou, le cas échéant, à la date mentionnée à l'avis de résiliation.

2.3. Conséquences d'une résiliation. Si Téléfilm résilie cette Convention ou tout Énoncé des travaux conformément aux alinéas a), b), c) ou d) du paragraphe 2.2 des présentes, le Cocontractant sera responsable envers Téléfilm des pertes et des dommages subis par Téléfilm en raison du défaut ou de l'événement à l'origine de la résiliation.

En outre, en cas de résiliation de cette Convention ou d'un Énoncé des travaux : (i) le Cocontractant ne pourra revendiquer aucun dommage, aucune compensation, aucun manque à gagner, aucun intérêt et aucune indemnité découlant de la résiliation ; (ii) le Cocontractant convient de rembourser immédiatement à Téléfilm toute partie d'un paiement anticipé effectué par Téléfilm pour des Services que le Cocontractant n'aura pas encore rendus à la date de prise d'effet de la résiliation ; (iii) les obligations et les responsabilités de Téléfilm envers le Cocontractant se limiteront au montant dû au Cocontractant à la date de prise d'effet de la résiliation, sans autre compensation ; et (iv) les Parties continueront de respecter les droits et les obligations qui, en raison de leur nature, survivent à l'expiration ou à la résiliation de cette Convention et de tout Énoncé des travaux, conformément au paragraphe 9.7 des présentes.

La résiliation de cette Convention entraînera la résiliation simultanée de tous les Énoncés des travaux, à moins d'une indication contraire de Téléfilm dans l'avis de résiliation.

3. Coût des Services

3.1. Contrepartie. En contrepartie des Services rendus, Téléfilm s'engage à payer au Cocontractant les montants prévus à l'Énoncé des travaux applicable conformément aux dispositions de cet article et aux modalités supplémentaires prévues à l'Énoncé des travaux concerné, le cas échéant.

3.2. Dépenses. Téléfilm s'engage à payer la partie raisonnable et admissible des dépenses encourues par le Cocontractant pour les voyages hors du Montréal métropolitain effectués à la demande écrite de Téléfilm. Téléfilm sera responsable de coordonner les voyages d'affaires du Cocontractant y compris avion, hôtel et transport terrestre. Les dépenses seront remboursées sur la base des politiques et procédures en vigueur chez Téléfilm. Le Cocontractant devra fournir à Téléfilm une copie des factures relatives aux dépenses encourues et dont le remboursement est réclamé.

3.3. Paiement par dépôt direct. Le Cocontractant autorise Téléfilm à déposer tous les paiements dus en vertu de tout Énoncé des travaux par dépôt direct dans le compte bancaire du Cocontractant indiqué en annexe B et il reconnaît être seul responsable de l'exactitude des renseignements bancaires fournis à Téléfilm à ce sujet. Le Cocontractant garantit à Téléfilm qu'il est le bénéficiaire du compte bancaire indiqué en annexe B et il s'engage à aviser Téléfilm par écrit dans les plus brefs délais de tout changement à ces renseignements bancaires. Téléfilm ne sera pas responsable de tout retard, frais, perte ou inconvénient résultant de renseignements incomplets ou inexacts fournis par le Cocontractant. Une confirmation électronique sera envoyée par Téléfilm au Cocontractant à l'adresse courriel suivante afin de confirmer que le ou les paiements ont été effectués : [\[adresse courriel\]](#).

3.4. Cocontractant bénéficiaire. Tout paiement en vertu des présentes sera fait au Cocontractant à titre de « bénéficiaire ». Téléfilm ne sera pas tenue responsable de payer tout montant à des tiers. Le Cocontractant sera seul responsable du paiement de ses employés et, le cas échéant, de ses sous-traitants, agents, représentants et mandataires autorisés (collectivement, le « **Personnel** »). Le Cocontractant sera responsable du paiement et de la remise des taxes, tarifs et droits de douane, y compris toutes retenues, toutes taxes à la valeur ajoutée, tous timbres, tous impôts sur le revenu et tous autres frais similaires imposés par une autorité gouvernementale à l'égard des Services rendus par le Cocontractant.

3.5. Aucun avantage. Ni le Cocontractant ni son Personnel ne peuvent réclamer à Téléfilm ou exiger de Téléfilm le paiement d'un avantage offert aux employés de Téléfilm, y compris, mais sans s'y limiter : un salaire, une indemnité de congé annuel, le paiement d'heures supplémentaires, un congé de maladie, un congé de maternité, de paternité ou parental, un préavis statutaire de fin d'emploi ou un paiement en tenant lieu, un préavis raisonnable de fin d'emploi ou un paiement en tenant lieu, une indemnité de départ, un régime d'assurance, d'invalidité, de retraite, de soins de santé ou de soins dentaires, une indemnité pour accident du travail ou tout autre avantage offert aux employés de Téléfilm.

4. Représentations et garanties

4.1. Le Cocontractant représente et garantit ce qui suit à Téléfilm :

- a) il est une société dûment constituée et existante en vertu de sa loi constitutive ;
- b) il est en conformité avec toutes les lois applicables qui régissent son existence ;
- c) il a le pouvoir et la capacité nécessaires pour, et a été dûment autorisé à, signer cette Convention ;
- d) la signature de cette Convention et de tout Énoncé des travaux et l'exécution des obligations qui s'y rapportent ne violeront pas ses statuts constitutifs, ses règlements ou toute loi, contrat ou entente auxquels il est assujéti ou par lesquels il est lié ;
- e) il respecte, et il s'engage à continuer à respecter, toutes les lois, règlements, ordonnances, décrets ou autres instruments statutaires ayant force exécutoire qui affectent ou régissent le Cocontractant et les Services (collectivement, les « **Lois applicables** ») ;
- f) il a les qualifications, l'expertise, l'expérience, les ressources humaines (y compris le Personnel) et le matériel requis afin de fournir les Services conformément aux modalités de cette Convention et de tout Énoncé des travaux ;
- g) il a mis en œuvre et il continuera de mettre en œuvre des systèmes d'assurance de la qualité et d'autres procédures d'exploitation standardisées pertinentes et il procédera à un contrôle continu de l'exécution des Services (y compris, le cas échéant, de toute partie des Services sous-traitée au Personnel) afin de confirmer que ces derniers respectent strictement les dispositions de cette Convention et de tout Énoncé des travaux concerné ;
- h) il détient tous les permis, licences et autorisations nécessaires pour fournir les Services, selon le cas ;

- i) il est en règle auprès des organismes réglementaires dans son domaine, selon le cas ;
- j) il a souscrit et conservera pendant toute la durée de cette Convention des polices d'assurance appropriées et valides, conformes aux normes de l'industrie, y compris une police d'assurance responsabilité civile générale et, si cela est pertinent à l'égard des Services, une police d'assurance responsabilité professionnelle erreurs et omissions ; et
- k) il n'est pas partie, ni ne participe, à une quelconque action ou procédure judiciaire en attente ou en cours, ni à une menace d'une quelconque action ou procédure judiciaire, devant une cour de justice, un tribunal ou toute autre autorité compétente, y compris, notamment, contre Téléfilm, le gouvernement du Canada et/ou tout autre organisme, agence et/ou société de compétence fédérale.

Le Cocontractant avisera Téléfilm dès que l'une des représentations ou garanties énoncées ci-dessus devient inexacte ou cesse d'être vraie, exacte ou applicable.

5. Indemnisation

- 5.1.** Le Cocontractant assume tous les risques et les responsabilités que comporte l'exécution des Services, dont la responsabilité à l'égard des actes et omissions de son Personnel, et il prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter des dommages à Téléfilm ou à des tiers. À cet effet, le Cocontractant convient d'indemniser Téléfilm contre les réclamations, demandes, plaintes, poursuites, actions, motifs de poursuite ou responsabilités de tout ordre, pour tous dommages, pertes, coûts, blessures, dommages à la propriété, résultant des actes ou omissions du Cocontractant ou de son Personnel, en relation avec les Services, cette Convention et tout Énoncé des travaux, y compris les frais, dépenses, et honoraires légaux, judiciaires et extra-judiciaires engagés par Téléfilm.

6. Vérification et registres

- 6.1. Vérification.** Le Cocontractant s'engage et consent à ce que Téléfilm ait le droit, en tout temps pendant la durée de la Convention et de tout Énoncé des travaux, et durant trois (3) ans après l'expiration ou la résiliation de cette Convention ou d'un Énoncé des travaux, d'examiner tous et chacun de ses livres, dossiers et autres documents relatifs aux Services, à cette Convention, à un Énoncé des travaux, au Cocontractant et/ou à toute entité juridique qui, de l'avis de Téléfilm, est une « partie apparentée » au Cocontractant au sens du Manuel de CPA Canada (tel que ce terme peut être modifié, complété ou remplacé de temps à autre et tel qu'il peut être adapté par Téléfilm), et d'en tirer ou recevoir des extraits ou de les faire vérifier par un vérificateur choisi par Téléfilm. Ce droit de vérification de Téléfilm sera exercé à la seule discrétion de Téléfilm, moyennant un préavis raisonnable au Cocontractant : (i) aux bureaux du Cocontractant ou autre endroit déterminé par Téléfilm après consultation avec le Cocontractant ; et/ou (ii) en recevant du Cocontractant à un bureau de Téléfilm les renseignements ou extraits de documents demandés par Téléfilm. Ni le paiement de Services par Téléfilm, ni l'expiration ou la résiliation de la Convention ou d'un Énoncé des travaux, ne peuvent limiter les droits de vérification de Téléfilm.
- 6.2. Registres.** Le Cocontractant conservera des exemplaires des données recueillies et des registres créés dans le cadre de l'exécution des Services, ainsi que des documents essentiels à l'évaluation de la prestation des Services. À la date d'expiration ou de résiliation de chaque Énoncé des travaux, le Cocontractant avisera Téléfilm de son intention de détruire ou d'effacer ces renseignements, registres et autres documents. Le Cocontractant ne procédera à aucune telle destruction ou effacement avant d'y être autorisé par écrit par Téléfilm.

7. Droits de propriété

- 7.1. Droits de propriété et cession de droits.** En échange de la contrepartie prévue à tout Énoncé des travaux, le Cocontractant et son Personnel cèdent par les présentes et s'engagent à céder à Téléfilm tous leurs droits, titres et intérêts, y compris, notamment, leurs droits de propriété intellectuelle, qu'ils détiennent ou pourraient détenir à l'égard des Services. Le Cocontractant s'engage à signer et, le cas échéant, à faire signer par son

Personnel, à la demande de Téléfilm, tout document jugé nécessaire par Téléfilm pour l'établissement d'un droit de propriété.

- 7.2. Propriété intellectuelle de Téléfilm.** Le Cocontractant ne détient pas et ne détiendra pas, que ce soit en raison de cette Convention, d'un Énoncé des travaux ou de l'exécution de Services, de droit implicite ou explicite à l'égard de tout brevet, droit d'auteur, marque de commerce ou secret industriel appartenant à Téléfilm (collectivement, la « **Propriété intellectuelle de Téléfilm** »). L'utilisation non autorisée de la Propriété intellectuelle de Téléfilm par le Cocontractant pourra donner lieu à des poursuites.

8. Confidentialité, protection et divulgation des renseignements

- 8.1. Information confidentielle.** Le Cocontractant reconnaît que, dans le cadre de cette Convention et de tout Énoncé des travaux, certaines informations confidentielles relativement aux opérations et aux affaires de Téléfilm et de ses clients pourraient lui être communiquées. Toute information verbale, écrite, imprimée, graphique, informatique ou présentée sous quelque forme ou quelque support que ce soit, qu'elle soit sous forme de projet ou dans sa forme finale, qu'elle soit identifiée ou non comme étant confidentielle, qui est fournie au Cocontractant, ou à laquelle le Cocontractant a accès, constitue de l'information confidentielle (collectivement, l'« **Information confidentielle** ») et demeure la propriété exclusive de Téléfilm ou de ses clients, le cas échéant.

Par conséquent, le Cocontractant s'engage à restreindre son utilisation des Informations confidentielles à ce qui est strictement requis afin de fournir les Services. Le Cocontractant s'engage également à ce qu'aucune Information confidentielle ne soit divulguée à quelque personne, entreprise ou société que ce soit en tout temps pendant et après le terme de cette Convention et de tout Énoncé des travaux sans l'autorisation préalable écrite de Téléfilm. De plus, le Cocontractant s'engage à ne pas utiliser les Informations confidentielles à son propre profit, ni permettre à quiconque d'utiliser les Informations confidentielles en tout temps pendant et après le terme de cette Convention et de tout Énoncé des travaux. Le Cocontractant ne doit pas non plus permettre la reproduction, sous aucune forme, d'une partie ou de la totalité des Informations confidentielles sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite de Téléfilm, et prendre toutes les mesures appropriées afin que les informations demeurent confidentielles. Le Cocontractant s'engage à lier par écrit son Personnel impliqué dans l'accomplissement des Services aux présentes obligations de confidentialité.

Le Cocontractant reconnaît que la divulgation d'Information confidentielle peut causer un tort considérable et des dommages irréparables à Téléfilm, et que des dommages-intérêts monétaires peuvent ne pas constituer un recours suffisant à l'égard d'une telle violation. Téléfilm a en conséquent, outre tout autre recours disponible, le droit d'obtenir un redressement de la situation par voie d'injonction ou autre redressement équitable dans les circonstances, sans preuve de dommages actuels.

Le Cocontractant convient également d'aviser immédiatement Téléfilm par écrit lorsque la divulgation d'une Information confidentielle est requise en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une ordonnance émise par une cour ou par un autre organisme réglementaire ou judiciaire compétent. Dans un tel cas, le Cocontractant convient de collaborer avec Téléfilm afin de lui permettre de s'opposer à la divulgation, en tout ou en partie, et/ou de prendre toute mesure nécessaire afin de restreindre la divulgation de quelque manière que ce soit.

Le Cocontractant reconnaît être responsable de l'Information confidentielle, des livres, du matériel, des rapports, des rapports informatiques, des factures, des listes des clients, de tout document énonçant les noms et adresses des clients, de même que de l'équipement appartenant à Téléfilm et que le Cocontractant peut avoir en sa possession en raison de cette Convention ou de tout Énoncé des travaux.

À la terminaison ou résiliation de la présente Convention ou de tout Énoncé des travaux, le Cocontractant s'engage à remettre immédiatement à Téléfilm toute Information confidentielle, matériel, livre, rapport, rapport informatique, facture, liste de clients ou autre document, de même que toute copie, sur quelque support que ce soit, appartenant à Téléfilm que le Cocontractant peut avoir en sa possession en raison de

cette Convention ou de tout Énoncé des travaux, le cas échéant, et/ou, à la demande de Téléfilm à tout moment, de détruire l'Information confidentielle qui lui a été communiquée.

8.2. Accès à l'information et protection des renseignements personnels. Cette Convention, tout Énoncé des travaux et tout autre renseignement, quelle qu'en soit la forme, fourni, obtenu, créé ou communiqué par le Cocontractant à Téléfilm sont assujettis à la *Loi sur l'accès à l'information* (Canada) et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (Canada). Le Cocontractant reconnaît que Téléfilm est tenue de traiter ces renseignements, ainsi que toute information confidentielle, conformément aux dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le Cocontractant convient de respecter toute exigence établie par Téléfilm qui est requise afin d'assurer le respect par Téléfilm de ses obligations en vertu de ces lois et de toute autre législation applicable, en vigueur de temps à autre.

8.3. Partage de renseignements. Le Cocontractant autorise Téléfilm à discuter et à divulguer tout renseignement concernant un aspect quelconque de cette Convention, d'un Énoncé des travaux, des Services, ou le Cocontractant lui-même, avec un tiers ayant un lien avec cette Convention, un Énoncé des travaux, les Services ou le Cocontractant (selon la seule opinion de Téléfilm), y compris, mais sans s'y limiter, des vérificateurs et conseillers juridiques, le Fonds des médias du Canada, le ministère du Patrimoine canadien et d'autres organismes gouvernementaux (collectivement, les « **Entités** »). Le Cocontractant autorise également ces Entités à discuter et à divulguer à Téléfilm tout renseignement concernant un aspect quelconque de ce qui précède.

8.4. Divulgarion Web. Le Cocontractant consent et autorise Téléfilm à divulguer certains éléments de cette Convention et de tout Énoncé des travaux sur son site Web, au besoin, y compris le nom du Cocontractant, la nature des Services, le montant total de la contrepartie et la durée de cette Convention et de tout Énoncé des travaux.

8.5. Assurance. Le Cocontractant devra souscrire et maintenir en vigueur les assurances responsabilité civile et autres assurances que Téléfilm jugera appropriées pour les services pendant la durée du contrat et qui fourniront une protection contre toute réclamation pouvant découler ou résulter de l'exécution et de la fourniture des services par le Cocontractant. L'assurance devra inclure :

- (a) une couverture spécifique pour au moins les limites de responsabilité requises par la loi ;
- (b) une assurance couvrant l'ensemble des opérations, y compris les actifs du cocontractant nécessaires à l'exécution du contrat, ainsi qu'une couverture pour les biens et la responsabilité générale. Pour plus de clarté, le contractant comprend que cette assurance doit couvrir l'équipement de Téléfilm. Un montant indemnisé d'au moins (i) 13 000 000 € pour la responsabilité patronale, (ii) 6 500 000 € pour la responsabilité civile, (iii) 6 500 000 € pour la responsabilité du fait des produits, et (iv) 650 000 € pour la responsabilité professionnelle;
- (c) une clause stipulant que la couverture offerte ne sera pas annulée, modifiée de manière substantielle ou que son renouvellement sera refusé sans qu'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours ait été donné à Téléfilm ; et
- (d) Téléfilm doit être nommée en tant qu'assureur supplémentaire dans toutes les polices d'assurance responsabilité, et la subrogation contre Téléfilm doit être abandonnée dans toutes les assurances de biens.

Le Cocontractant fournira à Téléfilm les certificats d'assurance attestant de la conformité du Cocontractant à ces exigences.

9. Conditions générales

9.1. Conflits d'intérêts. Le Cocontractant s'engage à divulguer sans délai à Téléfilm toute situation ou tout événement ayant pour effet de le placer directement ou indirectement dans une situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent avec Téléfilm ou un client de Téléfilm.

9.2. Politiques de Téléfilm. Le Cocontractant s'engage à observer et à respecter les politiques, principes directeurs, règles et procédures internes de Téléfilm applicables dans le cadre de la prestation de Services. Si le Cocontractant doit travailler dans les locaux de Téléfilm, le Cocontractant s'engage expressément à observer la *Politique sur la santé et la sécurité au travail*, la *Politique sur le respect en milieu de travail : prévenir et régler le harcèlement et la violence* et toutes autres règles en matière de santé et de sécurité exigées par Téléfilm de temps à autre ; étant entendu que le Cocontractant et son Personnel n'auront pas droit aux avantages et aux indemnités prévus à la *Politique sur la santé et la sécurité au travail*, qui sont réservés exclusivement aux employés de Téléfilm.

Pour plus de précision, le Cocontractant s'engage à respecter la *Politique sur la vaccination contre la COVID-19 applicable aux fournisseurs de services de Téléfilm Canada*, en vertu de laquelle tous les employés du Cocontractant qui ont accès aux lieux de travail de Téléfilm, ou qui animent, présentent ou participent en personne à des réunions, des formations ou des ateliers organisés par Téléfilm, avec des employés ou des membres du conseil d'administration de Téléfilm, à l'extérieur des lieux de travail de Téléfilm, doivent être entièrement vaccinés, à moins que des mesures d'accommodement soient requises en raison d'une contre-indication médicale certifiée, d'un motif religieux ou d'un autre motif de distinction illicite prévu par la législation applicable relative aux droits de la personne.

9.3. Obligation d'informer. Le Cocontractant s'engage à aviser immédiatement Téléfilm par écrit lors de la découverte d'une utilisation ou d'une divulgation non autorisée d'une Information confidentielle, de la possible violation d'une disposition de cette Convention ou d'un Énoncé des travaux ou si des procédures en faillite ou insolvabilité sont intentées par ou contre le Cocontractant. Dans de tels cas, le Cocontractant s'engage à prendre toutes les mesures requises afin de reprendre contrôle et possession de toute Information confidentielle et d'empêcher d'autres utilisations ou divulgations non autorisées dans le futur.

9.4. COVID-19. Le Cocontractant s'engage à fournir les Services en stricte conformité avec toute mesure sanitaire municipale, provinciale ou fédérale applicable aux Services en lien avec la COVID-19 (ou toute variante de celle-ci), y compris pour plus de certitude, les lignes directrices ou les protocoles élaborés par les agences ou les organismes gouvernementaux responsables en matière de santé et sécurité au travail.

9.5. Force majeure. Le Cocontractant ne pourra invoquer la COVID-19 (ou toute variante de celle-ci) comme événement de force majeure ou d'impossibilité d'exécution afin de se libérer d'une obligation en vertu de cette Convention ou de tout Énoncé des travaux ou de se dégager de toute responsabilité à l'égard de perte ou dommage causé à Téléfilm.

9.6. Délais de rigueur. Les délais sont de rigueur dans le cadre de cette Convention et de tout Énoncé des travaux.

9.7. Avis. Toute communication au Cocontractant concernant cette Convention ou un Énoncé des travaux pourra être transmise à l'adresse postale du Cocontractant mentionnée à la première page de cette Convention, à l'adresse courriel mentionnée à l'article 3 de cette Convention ou à toute autre adresse courriel utilisée par le Cocontractant de temps à autre afin de communiquer avec Téléfilm. Toute communication effectuée par des moyens électroniques est considérée comme remise le jour de sa transmission si cela se produit pendant les heures normales d'ouverture ou le jour ouvrable suivant si ce n'est pas le cas.

Tout avis ou demande de nature juridique adressé à Téléfilm devra être par écrit et remis en main propre, par huissier ou par messenger au bureau du Vice-président, Services juridiques et accès à l'information, au 360, rue Saint-Jacques, Bureau 600, Montréal, Québec, H2Y 1P5. Dans le cas où les bureaux de Téléfilm sont fermés en raison de la COVID-19 (ou de toute variante de celle-ci), tout avis ou demande de nature juridique devra être transmis par courriel à l'adresse suivante : legal@telefilm.ca.

- 9.8. Survie.** Les dispositions de cette Convention prévues aux articles 5 (Indemnisation), 6 (Vérification et registres), 7 (Droits de propriété), 8 (Confidentialité, protection et divulgation de renseignements) et aux paragraphes 9.7 (Avis), 9.9 (Entente intégrale), 9.10 (Aucune exclusivité), 0 (Cession), 0 (Modifications) et 0 (Lois), ainsi que tout autre droit ou obligation des Parties à cette Convention et à tout Énoncé des travaux qui, en raison de sa nature, devrait survivre à l'expiration ou à la résiliation de cette Convention ou Énoncé des travaux, survivra à l'expiration ou à la résiliation de cette Convention ou Énoncé des travaux, selon le cas.
- 9.9. Entente intégrale.** Une fois signé par les Parties, chaque Énoncé des travaux constituera, avec cette Convention et ses annexes, l'entente intégrale intervenue entre Téléfilm et le Cocontractant à l'égard des Services qui y sont mentionnés. En cas de contradiction entre un Énoncé des travaux et cette Convention, les dispositions de cette Convention prévaudront, à moins que la disposition contradictoire de l'Énoncé des travaux vise explicitement à avoir préséance sur la disposition correspondante de cette Convention; auquel cas la disposition de l'Énoncé des travaux prévaudra, mais seulement à l'égard de son objet spécifique et aucun autre. Tout Énoncé des travaux doit être interprété d'une manière conforme à l'interprétation des principes prévus à cette Convention.
- 9.10. Aucune exclusivité.** Par souci de clarté, aucune disposition de cette Convention ou d'un Énoncé des travaux ne sera interprétée de manière à empêcher Téléfilm à elle-même rendre ou à obtenir des services d'autres fournisseurs qui sont semblables ou identiques aux Services.
- 9.11. Entrepreneur indépendant.** Cette Convention et chaque Énoncé des travaux ne sauraient constituer ni être réputés constituer une relation de mandataire, d'associé ou d'employé entre les Parties, chacun agissant à titre d'entrepreneur indépendant. Le Cocontractant doit être le seul responsable de la manière et de la façon dont les Services sont exécutés. Pour plus de clarté, le Cocontractant n'a pas le pouvoir d'engager, ou d'agir pour ou au nom de, Téléfilm, ni de lier Téléfilm à l'égard d'une obligation ou responsabilité.
- 9.12. Droits cumulatifs.** Tous les droits et les recours de Téléfilm prévus à cette Convention et à tout Énoncé des travaux sont cumulatifs et ne s'excluent pas l'un l'autre, et l'exercice par Téléfilm d'un droit ou d'un recours ne l'empêche pas d'en exercer d'autres qui existent ou qui pourraient exister en vertu de la loi, d'une autre entente entre les Parties ou autrement.
- 9.13. Non-renonciation.** Le fait que Téléfilm n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'un quelconque des engagements ou obligations contenus dans cette Convention ou un Énoncé des travaux ou n'ait pas exercé l'un de ses droits conférés par cette Convention ou un Énoncé des travaux ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à ce droit ou à la pleine exécution de cet engagement ou obligation. Toute renonciation par Téléfilm n'a d'effet que lorsqu'établie par écrit et cette renonciation n'est imputable qu'aux droits et circonstances expressément visés par cette renonciation.
- 9.14. Cession.** Le Cocontractant ne peut céder à quiconque ses droits et obligations en vertu de cette Convention ou d'un Énoncé des travaux ni déléguer l'exécution d'aucune des tâches qui y sont prévues sans le consentement préalable écrit de Téléfilm.
- 9.15. Amendement.** Cette Convention et tout Énoncé des travaux pourront seulement être amendés, changés ou modifiés par une entente écrite signée par les Parties.
- 9.16. Divisibilité.** La nullité d'une disposition ou d'une partie de disposition de cette Convention ou d'un Énoncé des travaux n'aura pas pour effet d'annuler leurs autres dispositions ou parties de dispositions, qui demeureront en vigueur, en tout ou en partie.
- 9.17. Autres promesses.** Les Parties conviennent de faire et de signer ou de s'assurer que soient faits et signés, de temps à autre, tout autre acte, document, écrit ou chose que Téléfilm peut raisonnablement demander afin de donner effet à cette Convention et à tout Énoncé des travaux.
- 9.18. Exemplaires.** Cette Convention et tout Énoncé des travaux pourront être signés par les Parties par le biais d'exemplaires distincts, chaque exemplaire ainsi signé étant considéré comme un original et tous les

exemplaires étant ensemble considérés comme un seul et même instrument. La remise d'une copie signée d'une page de signature de cette Convention ou d'un Énoncé des travaux par voie électronique sera aussi valide que la remise d'un exemplaire de cette Convention ou d'un Énoncé des travaux signé manuellement, selon le cas, et liera les Parties.

9.19. Lois. Cette Convention et tout Énoncé des travaux seront régis et interprétés conformément aux lois de la province de Québec et aux lois fédérales du Canada qui s'y appliquent, et les tribunaux de la province de Québec ont juridiction exclusive pour régler tout différend entre les Parties.

(Signatures page suivante)

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé cette Convention à la date indiquée au début des présentes.

TÉLÉFILM CANADA

Par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

Et par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

[NOM DE LA SOCIÉTÉ]

Par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

INTERVENTION

Aux présentes intervient [Nom de la personne physique rendant les Services] (l'« **Intervenant** ») qui déclare avoir lu cette Convention et chaque Énoncé des travaux applicable et en avoir compris la nature et l'étendue, et qui s'engage à respecter les modalités et les obligations qui y sont prévues, y compris, notamment, les obligations concernant la confidentialité et l'indemnisation. L'Intervenant cède par les présentes et s'engage à céder à Téléfilm tous les droits, titres et intérêts qu'il ou elle détient ou pourrait détenir à l'égard des Services et du travail effectué, et s'engage à signer, à la demande de Téléfilm, tout document considéré comme nécessaire par Téléfilm pour l'établissement des droits de propriété.

Signée le [date]

Par :

Nom : [Nom de la personne physique rendant les Services]

Titre : [Titre de la personne physique rendant les Services]

ANNEXE A
MODÈLE D'ÉNONCÉ DES TRAVAUX

EDT n° [numéro]

Cet énoncé des travaux n° [numéro] (l'« **Énoncé des travaux** »), en vigueur à compter du [date] (la « **Date d'entrée en vigueur de l'EDT** ») fait partie intégrante de la convention-cadre de services (la « **Convention** ») conclue le [date d'entrée en vigueur de la Convention] entre Téléfilm Canada (« **Téléfilm** ») et [nom du Cocontractant] (le « **Cocontractant** »).

Les Services décrits à cet Énoncé des travaux seront rendus conformément aux modalités prévues ci-dessous, ainsi qu'à celles énoncées à la Convention, qui ont été signalées aux Parties et que les Parties comprennent. Cet Énoncé des travaux constitue, avec la Convention et ses annexes, l'intégralité de l'entente entre Téléfilm et le Cocontractant à l'égard des Services décrits aux présentes. Tous les termes portant la majuscule qui ne sont pas définis aux présentes auront le sens qui leur est donné à la Convention.

1. Étendue des Services

Le Cocontractant convient de fournir et d'exécuter les Services suivants en toute diligence pour Téléfilm, conformément aux normes de l'industrie et à la satisfaction de Téléfilm :

[Insérez une description détaillée des Services et des obligations et responsabilités du Cocontractant qui s'y rapportent.]

Les Services doivent être rendus par [nom de la (des) personne(s) physique(s) qui doit (doivent) rendre les Services, le cas échéant ; s'il n'y en a pas, retirez cette phrase].

2. Normes et procédures

Le Cocontractant rendra les Services conformément aux Lois applicables, à la Convention et à :

[Insérez les autres normes à respecter ; s'il n'y en a pas, écrivez : « s. o. », ce qui signifie « sans objet ».]

3. Calendrier d'exécution

Le Cocontractant convient de respecter le calendrier d'exécution suivant pendant la durée de cet Énoncé des travaux :

[Insérez le calendrier d'exécution ; s'il n'y en a pas, écrivez : « s. o. ».]

4. Contrepartie et calendrier des paiements

En contrepartie des Services rendus, Téléfilm s'engage à payer au Cocontractant un [montant total] de [montant] \$, plus toutes taxes applicables [ou taxes incluses], selon le calendrier des paiements suivant :

AVANCEMENT DES TRAVAUX ET/OU LIVRABLES		MONTANT DES VERSEMENTS
Description	Date	(payables conformément à l'article 3 de la Convention)
Montant total [maximal] :		[Montant total] \$
* En aucun temps, la contrepartie totale des Services prévus à cet Énoncé des travaux ne peut dépasser le montant total, à moins d'entente écrite à cet effet entre les Parties.		

5. Rapports

Le Cocontractant s'engage à remettre à Téléfilm les rapports écrits d'activités suivants, aux échéances indiquées, et devant contenir l'information minimale suivante :

Type de rapport
[à préciser]

Contenu minimal
[à préciser]

Échéance
[date]

6. Factures

Chaque versement (ou le versement unique, le cas échéant) sera payable par Téléfilm dans les trente (30) jours suivant la réception par Téléfilm d'une facture détaillée à cet effet transmise par le Cocontractant. Les factures doivent au minimum préciser le nom du Cocontractant et un justificatif de la demande de paiement. Les factures devront être adressées aux soins de Téléfilm Canada et transmises par courriel à [adresse courriel]. Le Cocontractant ne facturera pas Téléfilm pour des Services non rendus ou non prévus dans l'Énoncé des travaux, et aucun paiement ne sera exigible pour des Services non conformes.

7. Durée

Cet Énoncé des travaux entre en vigueur à la Date d'entrée en vigueur de l'EDT et il demeurera valide jusqu'au [date de fin], à moins d'être prolongé par écrit par les Parties ou résilié de la façon prévue à la Convention.

8. Lois

Cet Énoncé des travaux sera régi et interprété conformément aux lois de la province de Québec et aux lois fédérales du Canada qui s'y appliquent, et les tribunaux de la province de Québec ont juridiction exclusive pour régler tout différend entre les Parties.

(Signatures page suivante)

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé cet Énoncé des travaux à la date indiquée au début des présentes.

TÉLÉFILM CANADA

Par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

Et par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

[NOM DE LA SOCIÉTÉ]

Par :

Nom : [Nom du/de la signataire]
Titre : [Titre du/de la signataire]

ANNEXE B
RENSEIGNEMENTS BANCAIRES POUR DÉPÔT DIRECT

Nom de l'institution bancaire

Nom ou adresse de la succursale

X	X	X
---	---	---

--	--	--	--	--

--	--	--

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° de la succursale

N° de l'institution

N° de compte